

Endettement

En 2010, l'endettement des exploitations couvertes par le Réseau d'information comptable agricole s'élève en moyenne à 159 700 euros. Pour les exploitations dirigées par un chef d'exploitation âgé de moins de 40 ans, l'endettement s'élève en moyenne à près de 200 000 euros, car les jeunes chefs d'exploitation s'endettent souvent afin de faire face aux dépenses d'installation.

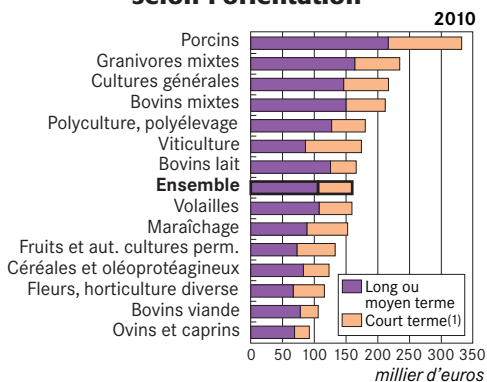
Le niveau d'endettement est très variable. Pour 30% des exploitations, il est inférieur à 50 000 euros, tandis que pour 14,4% des exploitations, il dépasse 300 000 euros. Ces dernières concentrent près de la moitié de l'endettement total. Parmi les exploitations de très grande taille, celles dont la production brute standard est supérieure à 250 000 euros, la moitié de l'effectif a un endettement supérieur à 300 000 euros.

La progression du niveau d'endettement des exploitations observée depuis une trentaine d'années accompagne celle de leur taille.

L'endettement des exploitations dépasse 200 000 euros en moyenne au sein des orientations bovines mixtes, cultures générales (autres grandes cultures), granivores mixtes et porcins, tandis qu'il est inférieur à 110 000 euros en moyenne parmi les élevages d'ovins et de caprins et de bovins pour la viande.

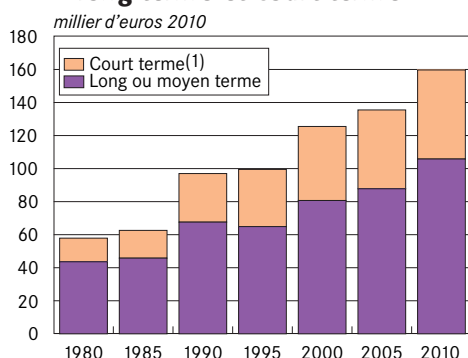
Un peu plus des deux tiers de l'endettement est constitué de dettes à long ou à moyen terme qui financent les investissements.

Endettement moyen par exploitation selon l'orientation



(1) Y compris crédit fournisseur.
 Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire : « PBS ».
 Source : Agreste - Rica.

Endettement moyen, long terme et court terme



(1) Y compris crédit fournisseur.
 Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire : « PBS ».
 Source : Agreste - Rica.

Endettement des exploitations selon la classe de dimension économique

2010	Répartition des exploitations				Répartition de l'endettement total			
	Moyennes	Grandes (1)	Très grandes	Ensemble	Moyennes	Grandes (1)	Très grandes	Ensemble
Classe d'endettement			%				%	
Moins de 50 000 euros	24,7	4,9	0,7	30,4	3,2	0,9	0,1	4,2
50 000 à 100 000 euros	12,0	6,6	1,1	19,7	5,4	3,1	0,5	9,0
100 000 à 150 000 euros	5,7	7,0	1,3	14,0	4,3	5,4	1,0	10,8
150 000 à 200 000 euros	2,7	5,9	1,6	10,1	2,8	6,4	1,8	11,0
200 000 à 250 000 euros	1,4	3,8	1,5	6,7	1,9	5,3	2,1	9,3
250 000 à 300 000 euros	0,6	2,7	1,4	4,7	1,0	4,6	2,4	8,0
300 000 à 350 000 euros	0,3	1,7	1,3	3,3	0,6	3,5	2,6	6,7
350 000 à 400 000 euros	0,1	1,3	1,0	2,4	0,3	2,9	2,4	5,7
400 000 euros et plus	0,7	2,5	5,5	8,7	2,5	8,7	24,2	35,3
Total	48,2	36,3	15,5	100,0	22,0	40,9	37,1	100,0

Lecture : parmi les exploitations ayant moins de 50 000 euros d'endettement, les « grandes » qui sont 4,9% de ces exploitations, les moins endettées concentrent par ailleurs 0,9% de l'endettement total.

(1) Hors très grandes.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire : « PBS ».

Source : Agreste - Rica.

Endettement

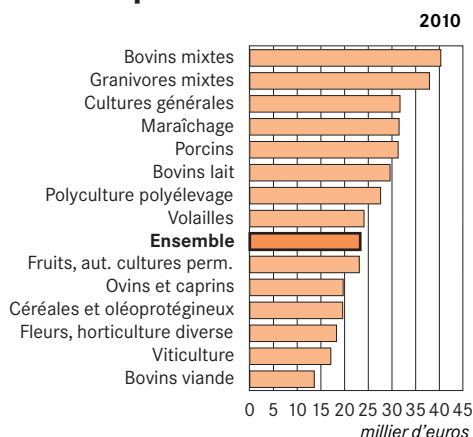
En 2010, le taux d'endettement (rapport de l'ensemble des dettes au total de l'actif) s'élève à 41 %, soit une augmentation de plus de 6 points sur 15 ans. Le léger repli par rapport à 2009 traduit une appréciation des éléments d'actifs et une contraction des dettes financières à court terme consécutives à l'amélioration de la conjoncture. L'endettement à long ou à moyen terme a continué à progresser.

Avec une conjoncture redevenue favorable, le poids de l'endettement (frais financiers et remboursements des emprunts à long ou moyen terme rapportés à l'excédent brut d'exploitation) retrouve, avec 37 %, un niveau proche de celui observé en moyenne au cours de la décennie. Même si le poids de l'endettement est plus supportable qu'en 2009, il reste cependant élevé pour les exploitations spécialisées dans l'élevage des granivores et des bovins, en particulier allaitants.

Les prélèvements privés, utilisés notamment pour les besoins de l'exploitant et de sa famille y compris le paiement de ses charges sociales, 37 900 euros en moyenne, augmentent modérément en 2010.

Les investissements corporels hors foncier, 23 300 euros en moyenne, sont en retrait par rapport à ceux des années 2008 et 2009. En moyenne, les investissements corporels sont essentiellement composés à 60 % par des acquisitions de matériel et à 30 % par la construction de bâtiments.

Investissement moyen par orientation⁽¹⁾



(1) L'investissement comprend les bâtiments, matériels, plantations, animaux reproducteurs et autres immobilisations corporelles.

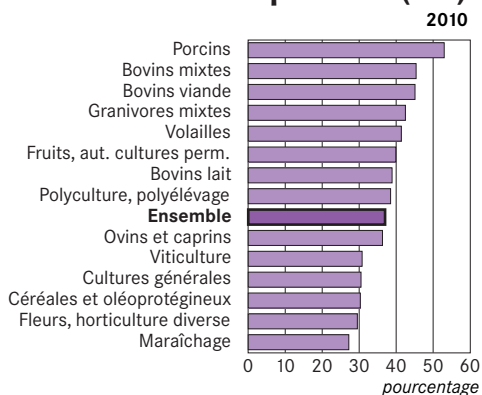
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Voir glossaire : « PBS ».

Source : Agreste - Rica.

Télécharger les données au format tableur

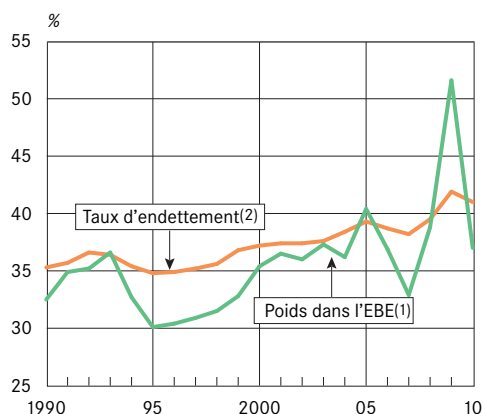
Poids de l'endettement dans l'excédent brut d'exploitation (EBE)



Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire : « PBS ».

Source : Agreste - Rica.

Évolution de l'endettement



(1) Poids de l'endettement = (Annuités long ou moyen terme + frais financiers court terme)/excédent brut d'exploitation.

(2) Taux d'endettement = dettes totales/actif.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire : « PBS ».

Source : Agreste - Rica.

Données financières

	1990	2000	2005	2010
millier d'euros par exploitation en valeur 2010				
Capacité d'autofinancement	47,0	59,1	57,4	72,7
Prélèvements privés	29,7	37,2	35,0	37,9
Autofinancement	17,2	21,9	22,4	34,8
Remboursement en capital LMT ⁽¹⁾	10,9	16,7	19,9	23,2
Autofinancement net de remboursement LMT ⁽¹⁾	6,3	5,2	2,5	11,6
Investissement corporel hors foncier	15,9	20,9	21,0	23,3

(1) LMT : long ou moyen terme. Autres définitions : voir glossaire.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Voir glossaire : « PBS ».

Source : Agreste - Rica.

Financement

Tout comme en 2010, les encours de l'agriculture de 2011 (stocks de crédits en cours de remboursement) sont en légère augmentation (+ 3 % entre 2010 et 2011) et atteignent 44 milliards d'euros.

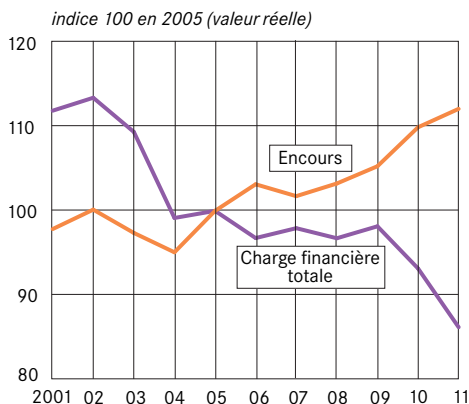
Ces crédits entraînent, en 2011, une charge financière totale de 1,8 milliard d'euros. Mais comme le taux d'intérêt apparent global pour l'agriculture est en légère baisse (3,8 % en 2011, contre 4,1 % en 2010), la charge financière totale de la branche agriculture a légèrement diminué (- 6 %), en dépit de la progression des encours.

Sur le long terme, après correction de l'effet de l'inflation (en valeur réelle), on observe, depuis 10 ans, une lente progression des encours (+ 15 % entre 2001 et 2011), alors que, dans le même temps, la charge financière totale diminue dans la même proportion (- 17 %).

Afin d'alléger le coût des emprunts pour les agriculteurs, l'État a versé, en 2011, 43,4 millions d'euros d'aides dans le cadre de prêts bonifiés (taux d'intérêts réduits). Mais, sur le long terme, la bonification d'intérêt versée par l'État ne cesse de diminuer du fait de la suppression progressive de différents dispositifs de prêts bonifiés.

Ainsi, en 2011, les prêts bonifiés ouverts (réalisations annuelles) concernent essentiellement des aides à l'installation de jeunes agriculteurs. Toutefois, ce type de soutien peut être mobilisé en cas de conjoncture difficile, comme en 2010 dans le cadre du Plan de Soutien Exceptionnel à l'Agriculture faisant suite à la chute des prix agricoles de 2009.

Encours de prêts et charge financière de l'agriculture



1990 2000 2006 2011^P
million d'euros

Charge financière totale ⁽¹⁾	2 714,8	1 981,9	1 918,8	1 854,1
Bonification versée ⁽²⁾	656,1	222,9	177,1	43,4
Intérêts dus	2 058,7	1 759,0	1 741,4	1 810,9
<i>Allègement de frais financiers⁽³⁾</i>	124,9	12,7	7,0	0,0
<i>Intérêts payés par l'agriculture⁽⁴⁾</i>	1 933,8	1 746,3	1 734,4	1 810,9

(1) Charge financière totale = intérêts dus + bonification.

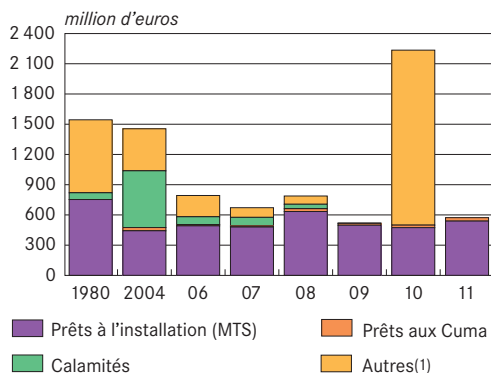
(2) Bonification versée = bonification versée aux banques.

(3) Allègement de frais financiers = prise en charge d'intérêts (rapport sur les comptes de l'agriculture, Insee, tableau subventions d'exploitation).

(4) Intérêts payés = charges financières totale - bonifications - allègement de frais financiers.

Sources : Insee - Comptes nationaux, MAAF - DGPAAT (Encours).

Prêts bonifiés à l'agriculture (réalisations annuelles)



2008 2009 2010 2011
million d'euros

Prêts bonifiés	787	520	2 234	572
Prêts à l'installation (MTS)	633	497	473	538
Prêts aux Cuma	28	18	25	34
Calamités	44	-	-	-
Autres ⁽¹⁾	82	4	1 736	-

(1) Prêts aux productions végétales spéciales, foncier, consolidation, allègement, prêts exceptionnels; prêts spéciaux de modernisation (PSM); prêts spéciaux d'élevage (PSE).

Source : ASP - DIRAP.

Capital

Au total, pour l'ensemble des moyennes et grandes exploitations le capital est évalué en 2010 à 221 milliards d'euros, en incluant la valeur des terres en fermage, estimée à près de 100 milliards d'euros.

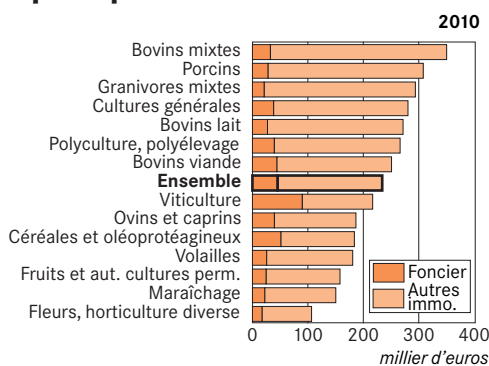
En 2010, l'actif des moyennes et grandes exploitations agricoles s'élève en moyenne à 389 100 euros par exploitation. Il est composé pour 60 % d'immobilisations (terres en propriété, bâtiments, matériel, animaux reproducteurs...), pour 24 % de stocks (qui comprennent entre autres les animaux non reproducteurs et les stocks de produits comme le vin), et pour le reste (16 %) de créances à court terme sur des tiers et de disponibilités (trésorerie).

Les bâtiments et installations d'exploitation et le matériel constituent les postes les plus importants de l'actif immobilisé. La part des terres dans les immobilisations ne cesse de régresser ces dernières années (19 % en 2010 contre 36 % en 1990). La part des terres en propriété inscrites à l'actif se réduit.

Une partie des stocks ne s'écoule pas rapidement : animaux jeunes destinés à l'engraissement, vin en cours de vieillissement. La structure de l'actif est donc exigeante en financement durable.

Les capitaux propres représentent 59 % du passif, les dettes financières 31 %. Les emprunts à long ou moyen terme, qui constituent près de 90 % des dettes financières complètent les ressources durables.

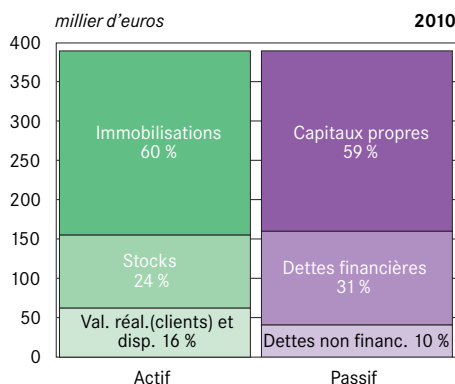
Immobilisations moyennes par exploitation selon l'orientation



Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire : « PBS ». Source : Agreste - Rica.

Télécharger les données au format tableur

Bilan moyen des exploitations agricoles



Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire : « PBS ». Source : Agreste - Rica.

Bilan financier de l'agriculture

	1990	2010
	milliard d'euros 2010	
Total actif	210,0	221,1
Foncier agricole, plantations (y c. aménagements) ⁽¹⁾	107,4	116,0
Bâtiments et installations	15,4	17,9
Matériel	23,6	22,8
Cheptel total (y c. animaux circulants)	25,2	18,8
Autres immobilisations	2,5	3,4
Stocks (non c. animaux circulants)	20,9	22,8
Valeurs réalisables et disponibles	14,9	19,4
Total passif	210,0	221,1
Capitaux propres des exploitants	88,4	71,7
Capitaux des bailleurs fonciers	73,3	99,6
Dettes financières	38,0	37,2
Dettes non financières (ex : fournisseurs, tiers)	10,3	12,7

(1) Dans le bilan financier de l'agriculture, l'ensemble de la SAU a été valorisé quel que soit le mode de faire-valoir alors que dans le bilan moyen par exploitation, la valeur des terrains agricoles ne concerne que les terres en propriété inscrites à l'actif.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire : « PBS ». Source : Agreste - Rica.

Immobilisations moyennes par exploitation

	1990		2010	
	millier d'euros	%	millier d'euros	%
Terres agricoles en propriété (y c. aménagements)	65,9	36	44,9	19
Bâtiments et installations d'exploitation	29,3	16	57,2	24
Matériel	40,9	22	64,0	27
Plantations	6,7	4	7,2	3
Animaux reproducteurs	31,4	17	40,5	17
Autres immobilisations corporelles et incorporelles	10,2	6	20,2	9
Immobilisations totales	184,3	100	234,1	100

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire : « PBS ». Source : Agreste - Rica.